

RERUM NOVARUM

Gouverneur de la Banque nationale de Belgique *“Raison garder dans un monde déboussolé”*

07 mai 2024 – Gand

En préparation de ce discours, la première question que je me suis posée est la suivante : pourquoi ont-ils invité le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique ? Qu’attendent-ils de moi ? Je suis maintenant gouverneur depuis un peu plus de cinq ans. Je viens d’être renouvelé. Le stress des premiers pas est loin derrière moi maintenant. Mais pas aujourd’hui. Je me rends compte que ma présence ici, parmi vous, à quelque chose d’un peu atypique. Et je vous en suis d’autant plus reconnaissant.

Mais revenons à la question : Qu’attendent-ils de moi ? Qu’est-ce que je vais leur raconter ? L’idée n’est évidemment pas de vous dire autre chose que ce que je dis en général... d’adapter mon discours au public que vous êtes. Je vais donc vous tenir le discours que vous attendez d’un gouverneur de la Banque Nationale de Belgique. Mais je vais aussi en profiter pour essayer de prendre un peu de recul. Peut-être plus que de coutume... Au risque de philosopher ici ou là... de me prononcer sur des sujets que je maîtrise moins ou qui sont plus inhabituels pour un gouverneur.

En bref, l’ambition que je me suis donnée est de rester cohérent avec mon discours « traditionnel » tout en essayant de 1) ne pas vous ennuyer et 2) peut-être vous surprendre ici et là. Enfin, troisième ambition, je vais essayer de rester optimiste même si je suis, comme vous probablement, inquiet de la direction que prend notre monde.

Je viens, avec mes collègues du comité de direction, de présenter le rapport annuel de la BNB pour l’année 2023. Ce sera donc mon point de départ, en me concentrant plus sur les enjeux structurels que sur le conjoncturel, même si je dirai un mot sur notre situation économique. Je me pencherai ensuite sur les conséquences des tensions structurelles sur notre marché du travail et sur l’apparente disparition du « trade-off » entre résorption des inégalités et plein emploi (ce sera la partie la plus optimiste de ma présentation). Ensuite, je reprendrai certains éléments d’un discours que j’ai eu l’occasion de prononcer devant une session interparlementaire du Parlement européen, qui traitait des réformes nécessaires en vue d’augmenter le potentiel de croissance en Europe, avec un accent plus spécifique sur les questions climatiques. Enfin, et à nouveau au risque de sortir de ma zone de confort, j’aborderai l’éléphant dans la pièce, à savoir le contexte politique général, et notre difficulté à appréhender les questions identitaires.

Vaste programme qui sera nécessairement partiel et, au final, un mix plus ou moins heureux du discours de la BNB et de mes idées ou opinions plus personnelles.

Commençons donc par le commencement, à savoir un résumé exhaustif des principaux messages du rapport de la BNB, en guise de point de départ de la conversation. Comme annoncé, je me

concentrerai plus spécifiquement sur les enjeux structurels, mais un point rapide sur nos performances économiques récentes n'est sans doute pas tout à fait superflu.

Ce n'est plus un scoop mais mérite d'être répété, en 2023, l'économie belge a clairement mieux performé que la zone euro, avec une croissance de 1,5% contre une stagnation dans les pays voisins. Pour faire bref, cette belle performance s'explique par une demande intérieure dynamique, tandis que nous perdions des parts de marché à l'exportation. On le sait, l'indexation automatique des salaires a mieux protégé le pouvoir d'achat des travailleurs et allocataires sociaux en Belgique que dans le reste de l'Europe. Cela explique en partie la bonne tenue de la consommation privée. Le revers de la médaille est une détérioration de notre compétitivité qui a pesé sur le solde extérieur. Ce que l'on explique plus difficilement est la forte croissance des investissements des entreprises depuis le milieu de 2022. A noter cependant qu'il ne s'agit pas ou peu d'investissements d'expansion de capacité. Ce que nous disent les entreprises est qu'elles investissent en automatisation et digitalisation, ainsi que pour épargner de l'énergie ou produire de l'énergie verte. Ce sont donc plutôt des investissements défensifs.

Que conclure de tout cela ? Toute proportion gardée, c'est un peu comme dans le film de Mathieu Kassowitz, *la Haine* : « Jusqu'ici tout va bien ». Mais les bonnes nouvelles de 2023 ne doivent pas cacher les enjeux à venir. Nous avons mangé une partie des marges constituées au cours des dernières années. Plus généralement, nous avons eu de la chance que les prix du gaz s'écroulent subitement, fin 2022, alors que nous étions sur le chemin d'une spirale prix-salaire préoccupante.

Donc oui, pour faire très court, l'indexation automatique nous a aidé dans un contexte très spécifique, avec une bonne dose de chance. Je n'ai aucun problème à le reconnaître à condition que nous n'en tirions pas des conclusions plus générales.

Mais les coussins de rentabilité et de compétitivité coût ne sont pas les seuls à avoir été entamés au cours des dernières années. La bonne tenue de notre économie tient aussi, pour partie, au maintien d'un déficit public élevé, parmi les plus élevés d'Europe. Déficit qui s'est encore alourdi en 2023 alors même que disparaissaient l'essentiel des mesures prises pendant la crise énergétique. Je l'ai dit, redit, et re-redit, cette situation n'est pas tenable à terme. Nous allons devoir réduire notre déficit dans les prochaines années. Pas seulement pour répondre aux règles européennes, mais aussi, et de manière plus fondamentale, pour pouvoir faire face au prochain choc dans de bonnes conditions.

Des finances publiques saines sont avant tout une assurance contre les crises à venir. A l'extrême, et je ne dis pas que nous y sommes aujourd'hui, il faut se souvenir du coût social des crises grecque, espagnole ou portugaise d'il y a une dizaine d'années. Ne pas réduire notre déficit serait courir le risque qu'un jour, et je ne peux pas être plus précis que cela, nous ne soyons plus en mesure de faire face à la prochaine crise dans de bonnes conditions. De faire ce que nous avons pu faire, et généralement assez bien fait, pendant la crise Covid et au début de la crise énergétique.

Ok, je devais le dire une fois de plus. Je sais que ce discours est très prévisible. Mais je vous conjure de ne pas tomber dans la facilité de réalités alternatives qui n'existent, au final, que dans les beaux discours. *There is no such thing as a free lunch*. Ne rien faire au motif que l'assainissement des finances publiques n'est pas social serait prendre le plus grand risque en matière sociale : celui de voir l'état ne plus pouvoir jouer son rôle d'assureur de dernier ressort. Et nous n'en sommes pas si loin dans certaines parties du pays, au vu des discussions, comment vais-je le dire, « compliquées » avec les assureurs à la suite des inondations d'il y a quelques années.

Plus généralement, notre incapacité à maîtriser notre déficit public reflète une difficulté croissante à faire des choix clairs, à se fixer des priorités. Je ne dis pas que c'est facile. La Balkanisation de nos

systèmes politiques rend même l'exercice de plus en plus difficile. A politique inchangée, notre déficit augmente de 2,5 Mia par an. Cela veut dire que nous avons collectivement pris des engagements que nous ne pouvons pas vraiment nous payer. Ou, au moins, que nous avons pris ces engagements sans avoir décidé, en même temps, qui allait les payer.

Je fais ici une toute petite pause. Nous sommes en guerre. Après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, j'ai eu l'occasion d'accueillir à la maison pendant quelques mois des réfugiées ukrainiennes. Et la Belgique a fait sa part en la matière. Mais lorsque je constate que nos dépenses militaires sont parmi les plus faibles de l'OTAN, très loin derrière l'objectif de 2%, alors même que nos dépenses publiques sont parmi les plus élevés au monde, je ne peux m'empêcher de ressentir un malaise. Est-ce réellement la place que nous voulons prendre en Europe ou dans le monde ? Est-ce que nous répondons, ce faisant, aux attentes légitimes de nos partenaires et voisins ?

Vous l'aurez compris, je considère que la mise en ordre de nos finances publiques est probablement le plus grand défi auquel nous sommes confrontés. Ou au moins celui qui est le plus spécifiquement belgo-belge. Il s'agit de se recréer des marges de manœuvre pour le futur. Mais aussi, plus fondamentalement, de démontrer une capacité à faire des choix. A se fixer un cap. C'est, d'une certaine manière, une précondition pour affronter les autres chantiers et défis auxquels nous sommes confrontés.

Quels autres défis ? Ils sont plus ou moins les mêmes depuis un certain nombre d'années : en plus des finances publiques, le vieillissement de la population, un taux d'emploi trop faible, l'enjeu climatique et la croissance de plus en plus atone de la productivité. Tous sont entrelés, d'une manière ou d'une autre. Le vieillissement de la population va peser sur nos finances publiques et sur notre potentiel de croissance, tandis qu'une amélioration de notre taux d'emploi ou de notre capacité d'innovation agiront dans le sens opposé.

Je ne vais pas ici, point par point, reprendre les constats et recommandations de la BNB en la matière. Permettez-moi donc d'être un peu plus impressionniste et, parfois, personnel. Avec tous les risques et caveats y associés.

Commençons par le thème de l'emploi. Vous connaissez le message. Nous n'arriverons pas au fameux taux de 80% sans d'importantes et sans doute courageuses réformes de notre marché du travail. Même en Flandre, avec un taux de chômage proche du plein emploi, le taux d'activité – le nombre de personnes qui se présentent sur le marché du travail – est trop faible. Nous pouvons donc faire mieux. Dans un contexte démographique de plus en plus défavorable, nous devons en fait faire mieux si nous voulons nous recréer des marges de croissance.

Mais prenons un peu de recul. Au-delà du chiffre, parfois un peu fétiche de 80%, se cachent une évolution et un débat plus fondamental. Je suis issu de la génération qui a connu le chômage de masse. Je n'en ai pas été victime mais, même pour moi qui avais des facilités aux études, trouver du travail était une forme de stress. Cela paraîtra loin à certains d'entre vous mais j'ai connu un temps où le moindre emploi ouvert dans la fonction publique conduisait à l'organisation d'exams dans les palais du Heysel. Pour ma génération, même pour les gens bien formés, trouver un job était un enjeu.

Plus généralement, pour l'économiste que je suis ensuite devenu, le débat a longtemps été le suivant : comment combiner solidarité et plein emploi ? Pour faire court, et sans faire justice à plus de quarante ans de littérature, l'idée a longtemps été qu'il y avait une tension, un « trade-off », entre un faible taux de chômage et de faibles inégalités. A une extrême, les Etats-Unis connaissaient de fortes inégalités et un marché du travail flexible, à l'équilibre. A l'autre extrême,

l'Europe continentale jouissait de moindres inégalités, mais au prix, en quelque sorte, d'un taux de chômage élevé et de longue durée. La Belgique a longtemps été « exemplaire » en la matière, avec peu d'inégalités, une forte compression des salaires, une productivité par travailleur élevée et... un très faible taux d'emploi. Pour le dire autrement, notre solidarité était construite sur l'exclusion en masse des travailleurs moins qualifiés du marché du travail.

Or, que voyons-nous aujourd'hui ? D'abord, que les créations d'emploi ont systématiquement été plus élevées qu'attendu au cours des dernières années. Alors que nos économies perdaient des centaines de milliers d'emploi à la suite des chocs pétroliers, elles en créent maintenant même avec une croissance réduite. (Le pendant est évidemment que nos gains de productivité sont beaucoup plus réduits, j'y reviens). Mais le constat reste : nous parvenons de mieux en mieux à combiner solidarité et emplois abondants. Et il se confirme si l'on traverse l'Atlantique. Au cours des dernières années, les créations d'emplois aux Etats-Unis ont été abondantes *alors même que les salaires les plus bas augmentaient plus rapidement* que le salaire moyen.

PAUSE.

Je répète. Les bas salaires, aux Etats-Unis, mais aussi au Canada, et au Royaume-Uni, augmentent plus rapidement que les autres (en tout cas que le salaire médian) depuis le milieu des années 2000. En Belgique, la dispersion des salaires (D5/D1) est restée stable sur les 20 dernières années et reste moins prononcée qu'aux États-Unis¹ Ce qui veut dire que les inégalités « naturellement » produites par le marché seraient en baisse.

Soyons clairs. Il se peut que cette évolution soit temporaire (liée notamment à une revalorisation des métiers/secteurs dits « essentiels » durant la pandémie de COVID-19), qu'elle ne se poursuive pas. Mais si elle le devait, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, cela voudrait dire que la pression sur nos systèmes publics de solidarité, qui doivent faire face au vieillissement de la population, serait moindre que par le passé.

Bon, je suis le gouverneur de la BNB. Je ne plaide pas ici pour des attentes ou demandes excessives. La Belgique vient de subir un choc de compétitivité. Mais il y a de l'espoir, un réel espoir, que les travailleurs soient mieux positionnés dans les années à venir qu'ils ne l'ont été au cours des dernières décennies. Cela pourrait impliquer que la part des salaires dans la valeur ajoutée (le partage de du revenu entre travailleurs et « capitalistes ») qui a évolué défavorablement au cours des 20 dernières années (passant de 70,1% en 2002 à 64,3% en 2022) connaisse à l'avenir une évolution plus favorable (en 2023, elle a déjà rebondi pour atteindre 66,1%). Cela veut aussi dire, et on le voit déjà maintenant, que les travailleurs pourront plus facilement changer de travail s'ils ne sont pas contents là où ils sont. Cela peut paraître anecdotique mais pouvoir dire « zut » à son patron est un privilège non négligeable.

Cette évolution favorable devrait nous inciter à nous reposer des questions de base. Si trouver du travail devient plus facile, si les employeurs trouvent difficilement des travailleurs, qu'est-on en droit d'attendre des personnes qui n'ont pas de travail ? Quel est, au final, le contrat social qui se cache derrière nos multiples règles et modalités d'intervention ? Ma conviction est que l'on peut faire mieux qu'aujourd'hui. Que nous n'avons plus d'excuse pour notre trop faible taux d'emploi en Belgique.

J'en viens maintenant à la question de notre potentiel de croissance qui ne cesse de se réduire d'année en année. Le problème n'est certainement pas spécifique à la Belgique, aussi voudrais-je l'aborder dans un contexte plus large, celui de l'Europe. Je voudrais aussi faire le lien avec la transition climatique, ne fut-ce que parce que certains considèrent que l'avenir est à la décroissance.

Nous savons tous que « l'esprit du temps » peut changer rapidement en politique. Je reste cependant impressionné par la vitesse avec laquelle nous sommes passés, en quelques mois, d'une assurance que notre ambition climatique était non seulement nécessaire mais qu'elle représentait aussi une « immense opportunité » en matière de croissance et de créations d'emploi... à un pessimiste soudain quant à notre avenir économique...

En réalité, si l'on prend un peu de recul, cela fait un certain temps déjà que l'Europe a pris conscience de son manque de dynamisme. Typiquement, la réponse a été structurée autour de plans pluriannuels, impliquant plus d'Europe, et soutenus par une "grande vision" Certains d'entre vous se souviennent de la Stratégie de Lisbonne, adoptée en 2000, qui devait faire de nous « l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique au monde... ». Une approche similaire était suivie, dix ans plus tard, avec l'agenda "Europe 2020" plus connu sous le nom de "Plan Juncker", qui avait pour ambition de stimuler 300 Mias d'investissements additionnels sur 3 ans. Et la dernière incarnation de ce « **think-big-spend-big paradigm** » est évidemment l'ambition consacrée par le NGEU et le Fit for 55... Une fois de plus, un cocktail d'investissements massifs et de réformes structurelles devrait faire de nous un champion mondial, cette fois-ci de la croissance verte.

Alors ne me comprenez pas mal. Je SUIS en faveur du Fit for 55, de plus d'investissements... et aussi de réformes structurelles et de finances publiques saines. Mais je constate un décalage croissant entre nos aspirations et la réalité sur le terrain. Bien sûr, l'ambition et le discours politique ont toujours pour vocation de fixer un cap, qui n'est pas toujours entièrement réaliste. Mais il y a un coût réel à vivre dans le déni de choses qui sont, au final, souvent assez prévisibles.

Récemment, un article de journal titrait (je n'ai pas lu le corps de l'article, bien sûr, cela ne se fait plus. Mais j'aurais dû tweeter dessus) : "The US innovates, China imitates and Europe regulates."

Cela peut paraître dur mais ce n'est pas tout à fait faux. Et, effectivement, les données en matière d'investissement et de productivité montrent qu'en dépit de nos nombreux plans, l'Europe se fait distancer par les Etats-Unis. Si l'on regarde à un niveau plus granulaire, on ne peut se défaire de l'impression que nous sommes « coincés » entre les Etats-Unis d'une part, avec ses champions digitaux et son énergie bon marché, et la Chine d'autre part, qui se montre de plus en plus compétitive dans les secteurs de l'économie verte que nous espérons développer : panneaux solaires, véhicules électriques et même éoliennes...

Permettez-moi ici d'être un peu plus spécifique. Sur le front énergétique, les prix du gaz naturel aux Etats-Unis sont de 10€/MWh. Avant la guerre en Ukraine, nous étions à 20€/MWh environ en Europe. Depuis lors, nous oscillons entre 30-50€/MWh... auxquels il faudra bientôt rajouter 20 à 30€ pour la capture du carbone ou l'hydrogène bleu. Donc, oui, nous devons nous interroger sur l'avenir des secteurs intensifs en énergie sur notre continent.

Il ne faut pas se tromper. Les changements à venir seront significatifs. Ils nous imposeront d'importantes réallocations de main-d'œuvre et un rythme élevé d'innovations. Or, si l'histoire peut servir de guide, l'Europe n'est pas bonne en matière de réallocations et plus lente que d'autres dans l'adoption de nouvelles technologies. Encore une fois, nous sommes dorénavant habitués à l'idée que les champions digitaux soient presque tous Américains. Mais que Tesla et BYD soient tous deux nés en dehors de l'Europe était moins prévisible et clairement préoccupant. Alors, évidemment, le style de management d'Elon Musk n'est pas, admettons-le, très européen...

Ce que je suis en train de dire est que, jusqu'à un certain point, ce que nous observons en Europe reflète des choix profonds. Nous n'aimons pas la disruption et nous avons plus d'aversion au risque que nos compétiteurs. Peut-être même cela reflète-t-il une préférence plus grande pour le loisir ou une certaine qualité de vie.

En disant cela, je ne me veux pas provocateur. Je dis simplement qu'il n'y a rien de très neuf dans l'anxiété récente quant à notre compétitivité. Le problème est aussi en partie un problème de discours et de méthode. Nous lançons de grandes ambitions sans être toujours suffisamment honnêtes, candides dit-on en anglais, quant aux conditions de réussite. Pour après coup, le plus souvent, constater que l'échec (partiel) était prévisible.

Sommes-nous dès lors condamnés ? Non, je ne le crois pas. Nos économies sont toujours riches et diversifiées. Et notre qualité de vie est enviable par beaucoup. Mais nous devons nous préparer à des changements rapides et profonds, dans un environnement incertain.

Dans ce contexte, quelques faits et leçons peuvent servir de guides :

- Premièrement, simplement jeter de l'argent aux problèmes sur notre route n'est ni adéquat, ni même possible au vu de notre situation budgétaire. Ce qui était nécessaire pendant la crise Covid et au début de la guerre en Ukraine ne peut servir de stratégie de long terme ;
- Ensuite, il n'y a pas de problème de financement au sens strict. Nous vivons toujours dans un monde où un surplus d'épargne poursuit un nombre trop limité de projets d'investissements. Certes, les taux d'intérêt réels, corrigés pour l'inflation, ne sont plus aussi bas qu'il y a deux ou trois ans, mais ils restent proches de zéro ;
- Enfin, je crois que nous avons effectivement un réel problème de lourdeurs administratives. En Flandre, le cas INEOS vient évidemment à l'esprit. Je n'ai pas à me prononcer sur le fond du dossier. Mais le fait que l'on ne parvienne pas à lever l'incertitude juridique est un problème en soi. Même à la BNB, satisfaire aux règles en matière statistiques, de cloud, d'intelligence artificielle et de GDPR est tout sauf évident.

Permettez-moi donc, ayant cité INEOS, d'en venir plus généralement au défi climatique pour illustrer plus avant mon propos.

Je crois que seule une minorité, à ce jour, est dans le déni de la nécessité d'agir. Et je crois que l'Europe va essentiellement dans la bonne direction. Sa stratégie me semble même plus crédible que l'IRA Américain. Après tout, comme le dit si bien John Hassler de l'Université de Stockholm : "If the problem is overfishing, subsidizing chicken will not make it". En d'autres termes, les Etats-Unis ne vont pas décarboner leur économie avec un prix du gaz à 10€/MWh. C'est trop bon marché. Et donc irrésistible.

Où vois-je alors des questions en Europe ?

En matière de communication, d'abord. Au risque de caricaturer, le message sur le front climatique a eu tendance à osciller entre deux pôles : « Nous devons *trouver* des centaines de milliards d'euro pour financer la transition ». Et, en même temps : « C'est une immense opportunité qui ne va rien coûter à personne. »

La réalité est à la fois plus simple et plus compliquée :

1. Comme je viens de le suggérer, nous ne devons pas « trouver » des centaines de milliards (nous avons un excès d'épargne en Europe) mais créer les conditions pour que les investissements verts se concrétisent.
2. La transition va avoir un coût. Elle est un exemple typique de ce que les économistes appellent un « choc d'offre négatif » (pas trop différent d'un choc pétrolier). Le nier est

prendre le risque de perdre toute crédibilité dans le débat public (voir par exemple les manifestations des fermiers dans les villes européennes).

Si l'on admet ces prémisses, nous devons répondre à deux questions difficiles : Combien cela va-t-il coûter et qui va payer ? L'incertitude ne peut être niée pour l'une comme pour l'autre question. Cela dépendra de l'évolution de la technologie mais aussi de l'efficacité des politiques mises en œuvre.

Un consensus croissant se dégage sur le fait que le coût de la transition serait comparable à celui d'un « gros » choc pétrolier ... mais réparti sur 26 ans plutôt que quelques semaines, comme durant les années 70. Par an, cela représente un choc de productivité d'environ 0,1% de croissance. Partant d'un potentiel d'environ 1,25%, nous sommes loin d'un scénario de décroissance.

Je suis donc de ceux qui pense que le "choc" est gérable d'un point de vue macroéconomique à condition de mettre en places les solutions les moins coûteuses. Mais cela ne nous dispense pas de faire nos devoirs quant à seconde question : qui va payer ? Cela nécessite une compréhension granulaire et réaliste des coûts par secteur. Mais aussi des contraintes techniques et politiques auxquelles nous sommes confrontés. Pensez au débat sur les chauffe-eaux au gaz en Allemagne ou, bientôt, celui sur l'isolation des bâtiments en Belgique.

Je reste donc optimiste quant à la possibilité de réaliser nos ambitions climatiques à un coût raisonnable. Reste que l'enjeu est de taille et que nous devons le relever dans un monde qui nous est de plus en plus hostile. Pour faire bref, l'Europe excelle dans un environnement qui avance de manière prévisible et pas trop disruptive, avec des règles communes (rule based) et équilibrée (level playing field). Or, nous vivons dans un monde de plus en plus transactionnel, qui respecte de moins en moins de règles fixes, et qui est fondamentalement disruptif.

Ce qui nous laisse avec une question difficile : comment réaliser nos ambitions climatiques tout en restant concurrentiels vis-à-vis des Etats-Unis et la Chine et en évitant une guerre des subsides intra-européenne réminiscente des années 70s ? Mais aussi, comment préserver le Green Deal tout en gardant l'appui du public, en étant plus honnête et réaliste quant à ses implications ?

Derrière ces questions s'en cache une encore plus fondamentale, celle de l'avenir de nos démocraties confrontées au double défi des médias sociaux et du retour des questions identitaires. Ces deux défis mènent à une fragmentation et une polarisation croissante de l'opinion publique. Cet état de fait complique radicalement toute tentative de réformer le contrat social qui nous lie depuis la fin de la seconde guerre mondiale : prioriser devient compliqué, réformer, pratiquement impossible.

Rassurez-vous, mon discours se termine. Mais je ne veux pas conclure en passant totalement sous silence l'éléphant dans la pièce à savoir la percée des populismes en Europe et, potentiellement, un retour de Trump aux Etats-Unis.

Face à ce défi, il serait rassurant de penser que, si seulement... Si seulement l'on pouvait « trouver quelques centaines de milliards » pour répondre à l'urgence climatique et sociale. Si seulement l'on parvenait à mieux expliquer les enjeux.... Si seulement... Alors le problème du populisme disparaîtrait comme il est venu. Et avec lui la polarisation croissante de nos sociétés.

Je crains que cette approche, comme l'accent mis par les démocrates américains sur les « perdants de la mondialisation », passe largement à côté du problème. La Flandre fait partie des

gagnants de la mondialisation. Comme les Pays-Bas. Petites économies ouvertes hyper-compétitives. Et pourtant...

Vous êtes en train de vous demander où je veux en venir. Essentiellement à l'idée que nous ne comprenons pas bien - et peut-être ne voulons pas vraiment comprendre - ce qui nous arrive. Nous avons tendance à chercher des explications qui nous renforcent dans nos convictions. Nous voulons « mieux expliquer » alors qu'il nous faudrait sans doute parfois mieux écouter.

La question difficile n'est pas ce qui nous choque en Trump (enfin, j'espère). La question que nous devons nous poser est : Pourquoi Trump ? Qu'est-ce qui fait que nous en soyons arrivés là ?

C'est évidemment lié aux médias sociaux—qui permettent à chacun de trouver sa vérité—et aux enjeux migratoires—de tous temps l'étranger a eu vocation à jouer le bouc émissaire. Mais pas uniquement. Deux considérations, pour terminer, et partager peut-être maladroitement, le peu que je crois comprendre de ce monde qui nous échappe et nous fait peur.

Premièrement, l'on ne peut comprendre ce qui se passe dans nos sociétés sans reconnaître une réalité statistique. Depuis un certain nombre d'années, un fossé croissant sépare les jeunes hommes et les jeunes femmes dans nos pays développés. Leurs visions du monde s'éloignent. Les jeunes femmes deviennent plus libérales, au sens anglais du terme, tandis que les jeunes hommes deviennent plus conservateurs. C'est apparemment la première fois qu'une telle différence intragénérationnelle se manifeste. Et cela se traduit par un attrait masculin plus grand pour les discours populistes, principalement de droite. Il y a donc une dimension « genrée » au populisme que nous devons reconnaître et mieux comprendre. Pour faire simple, elle renvoie à une crise identitaire chez les jeunes hommes, principalement moins qualifiés.

Ensuite, je veux revenir sur ce qu'a dit Hilary Clinton pendant la campagne électorale de 2016 lorsqu'elle a parlé des *deplorables*, les déplorables, pour désigner les supporters de Trump. Sans le vouloir, je crois qu'elle a cristallisé le discours subliminal d'une certaine élite à l'égard des « red necks » américains. Depuis des années, ils entendent, en vrac, que leur humour n'est pas adéquat, qu'ils sont racistes et misogynes, qu'il faut manger moins de viande, que leur pick-up truck consomme trop, qu'ils ne devraient pas avoir d'armes à feu... Ils entendent, en substance, que leur style de vie et leurs croyances ne sont pas les bonnes. Et alors Trump arrive, et il leur dit : « I love you guys ! ».

Au centre du libéralisme politique se trouve le constat que, dans des sociétés non homogènes, nous ne parviendrons jamais à nous entendre sur ce que les philosophes appellent « la vie bonne ». Plutôt que de chercher vainement un accord en la matière, nous avons donc convenu de modes de cohabitation qui reconnaissent cette diversité de vues et qui évacuent autant que possible « les questions qui fâchent » du débat public. C'est dans ce contexte que le célèbre philosophe John Rawls a défendu le concept de *public reason*, à savoir la nécessité de justifier toute position particulière en renvoyant à des raisons que des personnes d'origines morales et politiques différentes puissent accepter. Je ne rentre pas dans le détail, mais il est clair que ce débat public structuré autour d'une notion de « raison publique » partagée est aux antipodes de la polarisation que nous connaissons actuellement.

Les questions relatives à la « vie bonne » sont revenues en force dans nos sociétés. Qu'il s'agisse de diversité ou de climat, cela faisait longtemps que le débat public n'avait plus tourné autant, et de manière aussi prescriptive, sur ce que nous devons faire (ou ne plus faire), dire (ou ne plus dire). Rajoutez à cela les médias sociaux, et ce qui en résulte n'est pas une aimable conversation autour du feu. Or, d'une manière ou d'une autre, il va falloir réapprendre à se parler. Je ne sais pas comment l'on va y arriver. Ce que je sais, c'est que cela passe par le retour à plus de raison dans

nos débats publics. Et aussi, sans doute, de plus d'empathie envers les « autres ». Je m'arrête là, sinon je vais finir par vous parler de charité chrétienne... Là, c'est votre domaine. Pas le mien.